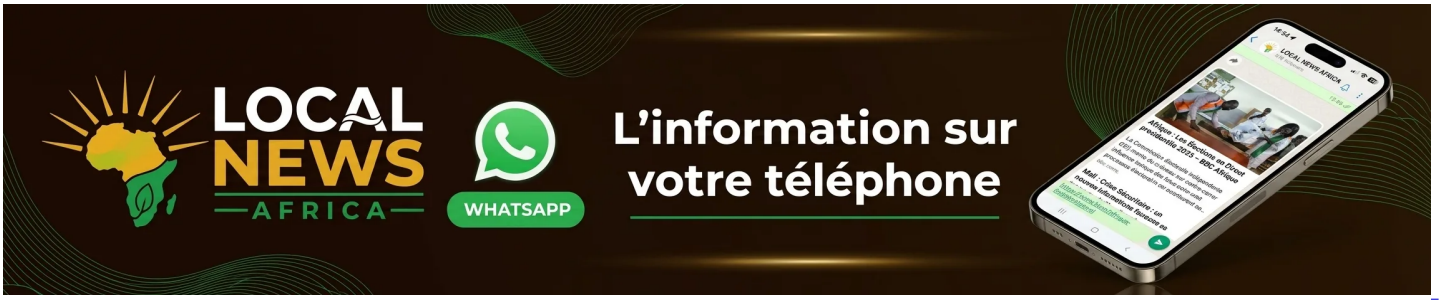


NIGER

Kandadji, un déficit de 561 millions de dollars pour achever un chantier stratégique

Auteur : **Ayenan Eleuthere** | Publié le : **13 nov. 2026 à 16:52**



Près de deux décennies après son lancement, le programme du barrage de Kandadji reste confronté à un important déficit de financement et à des retards d'exécution. Réunis le 11 novembre 2026 à Niamey, le gouvernement nigérien et ses partenaires ont convenu de sept engagements pour relancer le projet, dont le coût actualisé atteint 1,561 milliard de dollars. Mais au-delà des promesses de financement, la

> *reprise durable des travaux dépendra aussi du déblocage des ressources déjà engagées, de la sécurité des chantiers et de la réinstallation des populations concernées.*

Le Niger veut donner un nouveau départ au programme de Kandadji. À l'issue d'une table ronde de haut niveau organisée à Niamey le 11 novembre, le gouvernement et les partenaires techniques et financiers ont adopté une déclaration commune destinée à accélérer la réalisation de cette infrastructure majeure sur le fleuve Niger.

Le Premier ministre, Ali Mahaman Lamine Zeine, a indiqué que le coût global actualisé du programme s'élève à 1,561 milliard de dollars. Sur cette enveloppe, un milliard de dollars a déjà fait l'objet d'engagements de partenaires. Il reste donc 561 millions de dollars à mobiliser, soit près de 36 % du coût total.

Ce chiffre traduit l'ampleur du défi financier, mais il ne signifie pas que le milliard annoncé est déjà disponible dans les caisses du programme. La déclaration de Niamey souligne précisément la nécessité d'accélérer l'utilisation des financements mobilisés mais non décaissés, ainsi que de simplifier les procédures de financement et de paiement.

Un projet aux retombées énergétiques et agricoles majeures

Situé à environ 189 kilomètres au nord-ouest de Niamey, Kandadji ne se limite pas à la construction d'un barrage. Le programme prévoit une centrale hydroélectrique d'une capacité de 130 mégawatts, l'aménagement de 45 000 hectares de périmètres irrigués et une meilleure régulation du fleuve Niger.

Les retombées attendues concernent plusieurs secteurs. La production électrique doit renforcer l'offre nationale et contribuer à réduire la dépendance aux sources d'approvisionnement extérieures. La régularisation du débit du fleuve doit améliorer les conditions d'accès à l'eau, tandis que les périmètres irrigués doivent soutenir la production agricole, notamment dans un pays où l'agriculture reste fortement exposée aux aléas climatiques.

L'irrigation de 45 000 hectares pourrait ainsi élargir les possibilités de production en dehors des seules périodes pluvieuses. Pour les exploitants, cela représente un potentiel de diversification des cultures, de sécurisation des récoltes et de développement des activités agroalimentaires. Mais ces bénéfices restent liés à l'achèvement des ouvrages et à la mise en place effective des aménagements prévus.

Des retards qui dépassent la seule question du financement

Le chantier accumule les difficultés depuis son lancement, il y a près de vingt ans. À l'ouverture de la table ronde, Ali Mahaman Lamine Zeine a lui-même reconnu que la multiplicité des intervenants, la complexité des règles et des procédures, les difficultés d'exécution et le contexte sécuritaire avaient ralenti le programme et augmenté son coût.

Un rapport d'exécution de la Banque africaine de développement (BAD), fondé sur une mission de supervision conduite en juillet 2025, permet de mesurer l'ampleur du retard. À cette date, les travaux principaux du barrage affichaient un taux d'exécution physique de 30,5 %. L'avancement global de la composante principale du programme était estimé à 34 %, avec des niveaux variables selon les lots de travaux.

La BAD signalait également que les travaux avaient connu une reprise timide en février 2025, avant un nouveau repli de l'entreprise à la suite de l'attaque du chantier de la ligne électrique haute tension en avril de la même année. Le rapport faisait état de retards de paiement, de difficultés de financement et de contraintes sécuritaires. Ces données, arrêtées à la supervision de juillet 2025, ne constituent toutefois pas un état d'avancement actualisé à novembre 2026.

Les populations déplacées au cœur des conditions de relance

Le financement et la reprise des travaux ne sont pas les seuls obstacles. La réinstallation des populations affectées constitue un autre préalable à l'achèvement du programme. La déclaration de Niamey prévoit une approche intégrée couvrant les 17 sites concernés, avec des engagements portant sur les indemnisations, les logements, les infrastructures socioéconomiques et la restauration durable des moyens de subsistance.

Cette dimension est déterminante. Un projet de cette ampleur ne peut être évalué uniquement à partir de ses performances techniques ou financières. Il doit également garantir des conditions de vie acceptables aux ménages déplacés et préserver leurs activités économiques. Les retards dans la réinstallation peuvent, en retour, empêcher l'avancement de certaines composantes du programme.

Les sept axes retenus par les parties couvrent ainsi la mobilisation des financements, la reprise des travaux, la réinstallation des populations, les sauvegardes environnementales et sociales, la sécurité, la coordination et le suivi des engagements. La Banque mondiale a été sollicitée pour jouer un rôle de chef de file auprès du gouvernement, notamment dans la coordination des financements et l'harmonisation des procédures.

Des engagements à traduire en décisions vérifiables

La déclaration commune fixe désormais plusieurs échéances. Le gouvernement nigérien s'est engagé à transmettre aux partenaires, au plus tard le 30 novembre 2026, un état d'avancement actualisé du programme, une feuille de route pour son achèvement, sa situation financière et une stratégie de mobilisation des ressources.

Une nouvelle réunion de haut niveau entre l'État, l'Agence du barrage de Kandadji et les partenaires est annoncée pour janvier 2027. D'ici là, les parties devront notamment préciser les contributions financières envisagées et les

conditions nécessaires à une reprise durable des travaux.

C’est à ce stade que se jouera la crédibilité de cette nouvelle relance. Le milliard de dollars d’engagements annoncé ne pourra produire ses effets que si les financements sont effectivement décaissés, les arriérés réglés et les marchés sécurisés. La mobilisation des 561 millions supplémentaires ne suffira pas non plus si les difficultés de coordination, de passation des marchés et de réinstallation persistent.

Pour le Niger, Kandadji représente un investissement stratégique à la croisée de l’énergie, de l’agriculture et de la sécurité alimentaire. Mais après des années de retards, la priorité est désormais de transformer les engagements politiques et financiers en étapes concrètes : reprise effective du chantier, progression mesurable des ouvrages et mise en œuvre du programme de réinstallation. C’est à ces résultats, davantage qu’aux annonces de financement, que sera jugée cette nouvelle tentative d’achever le barrage

EDA

PUBLICITÉ
